

## Compte Rendu

### « L'Alimentation en Eau dans l'Extrême Sud »



Thaliako, Ambovombe

Mardi 23 et mercredi 24 mai 2023

## COMPTE RENDU

### *L'Alimentation en Eau dans l'Extrême Sud*

---

**Dates et heures** : 23 mai 2023 de 8h à 16h30 et 24 mai 2023 de 8h à 13h

**Durée** : 13 heures et 30 minutes

**Lieu** : Thaliako, Ambovombe

**Objet** : L'Alimentation en Eau dans l'Extrême Sud

**Participants** :

Cf fiches de présence

**Déroulement** :

Le 23 mai 2023 :

- **Accueil des participants**
- **Discours d'ouverture**
- **Ordre du jour**
  - [Cadrage de la journée / présentation des participants](#)
  - [La situation en Eau dans le Sud](#)
  - [Retours d'Expériences n°1 : Médecins Sans Frontières](#)
  - [Retours d'Expériences n°2 : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance](#)
  - [Retours d'Expériences n°3 : Action Contre la Faim](#)
  - [Retours d'Expériences n°4 : le programme AFAFI-Sud](#)
  - [World Café 1 : indicateurs des bailleurs / l'augmentation des fonds en Eau / Assainissement et Hygiène et la responsabilité des acteurs qui mettent en place des infrastructures](#)
  - [Retours d'Expériences n°5 : Medair](#)
  - [Retours d'Expériences n°6 : Mada Green Power](#)

Le 24 mai 2023 :

- **Accueil des participants**
- **Ordre du jour**
  - [Présentation de l'Etude de la Gestion des Points d'Eau par Médecins Sans Frontières](#)
  - [Présentation de la Direction Régionale de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène de la Région Androy](#)
  - Présentation d'outils de remontée des informations : [Hydrologie, géologie et hydrogéologie du Sud \(Bushproof\)](#) et [Statirano](#)
  - [World Café 2 : Comité de Point d'Eau / Problématique de la maintenance / STEAH / Remontées des données](#)
- **Discours de Clôture**

## **ABREVIATIONS**

ACF : Action Contre la Faim

ADRA : Adventist Development and Relief Agency

ATPC : Assainissement Total Piloté par la Communauté

CHRR : Centre Hospitalier de Reference Régionale

CPE : Comité de Points d'Eau

CRENI : Centre de Récupération Nutritionnelle Intensif

CRS : Catholic Relief System

CSP : Centre de Santé de Base

DGE : Directeur Général de l'Eau

DID : Directeur des Infrastructures et du Développement

DREAH : Direction Régionale en Eau, Assainissement et Hygiène

EAH : Eau, Assainissement et Hygiène /  
WASH : Water, Sanitation and Hygiene

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FiFaRaFia : Fikambanana FAmatsiana RAno Flsotro Androy

GEWS : Groundwater Early Warning System

JIRAMA : Jiro Sy Rano Malagasy

MAS : Malnutrition Aiguë Sévère

MDM : Médecins du Monde

MEAH : Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène

MGP : Mada Green Power

MSF : Médecins Sans Frontière

MUS : Multi-usage System / système d'eau à multi-usages

OIT : Organisation Internationale du Travail

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PE : Point d'Eau

PMH : Pompe à Motricité Humaine

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SE&AM : Suivi Eau & Assainissement Madagascar

STEAH : Service Technique en Eau, Assainissement et Hygiène

STEFI : Suivi Technique et Financier

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Water Safety Plan : WSP

Les 23 et 24 mai 2023, Ran'Eau et Médecins Sans Frontières ont co-organisé les Journées de l'Alimentation en Eau dans l'Extrême Sud, au Thaliako à Ambovombe.

Cette journée et demie a rassemblé les acteurs clés du secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) des régions Androy et Anosy.

**23 mai 2023**

---

### DISCOURS D'OUVERTURE

#### **Discours d'ouverture – Mme. ARBAOUI Rym, Responsable Adjointe de la Cellule des Urgences de Médecins Sans Frontières (MSF) France**

Mme. La Responsable Adjointe de la Cellule des Urgences a pris la parole en premier, en remerciant les autorités officielles et les partenaires présents.

Les ateliers qui vont suivre sont un échange d'informations, une mise en commun de connaissances considérant les défis rencontrés dans les zones où œuvrent les partenaires ici présents.

L'accès à l'eau est un enjeu majeur à Madagascar et tout particulièrement dans la région de l'Extrême Sud. C'est suite à l'évolution des activités de MSF et à la perspective du retrait de MSF dans les régions du Sud que l'organisation a souhaité coorganiser cet atelier, pour lancer un dialogue entre les acteurs de l'EAH dans les régions Androy et Anosy

MSF est une organisation humanitaire médicale internationale et indépendante qui fournit une assistance médicale aux personnes touchées par les conflits, épidémies, catastrophes ou exclusion des soins de santé. Les équipes sont composées de dizaines de milliers de professionnels de santé, de personnels logistique et administratif, pour la plupart recrutés localement. Les actions sont guidées par les principes d'impartialité, d'indépendance et de neutralité.

MSF est revenu à Madagascar en mars 2021 pour soutenir le gouvernement dans la lutte contre la crise nutritionnelle dans le Grand Sud. L'absence presque totale de pluie jusqu'à alors sur toutes les parties sud et sud-est du pays a mis sérieusement en danger les récoltes de 2020 et 2021 et même la survie du bétail. Après moins d'une année d'activité à apporter un support professionnel ponctuel, mais dont les effets étaient limités dans le temps, il est devenu évident que la priorité était surtout de permettre aux communautés de retrouver une indépendance vis-à-vis de l'accès à l'eau.

Pour faire face à cette situation, les acteurs se sont multipliés dans les régions concernées, augmentant et diversifiant ainsi les types de projets mis en place dans le Grand Sud. C'est de là qu'est venue l'idée de créer un espace d'échanges dédié au partage et à la capitalisation des activités liées à l'eau dans l'Extrême Sud.

MSF a adapté ses activités en conséquence et l'idée est venue de lancer des ateliers de capitalisation et d'échange d'expériences pour créer un lieu de partage dédié aux acteurs EAH de l'Extrême Sud.

Mme. la Responsable invite les acteurs d'enrichir les échanges et de profiter des moments formels comme informels pour tisser des liens. Elle finit par remercier à nouveau les autorités ainsi que les partenaires ayant participé à l'organisation de cet atelier, notamment Ran'Eau.

## **Discours d'ouverture – M. le Directeur des Infrastructures et du Développement du gouvernorat Androy**

M. le Directeur des Infrastructures et du Développement (DID) a remercié les participants, en assurant la volonté de M. le Gouverneur de travailler avec les organisations d'aide afin d'améliorer les conditions de vie des habitants de la région.

## **Discours d'ouverture – M. le Directeur Général de l'Eau (DGE, MEAH)**

Monsieur le Directeur Général de l'Eau (DGE) du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) a pris la parole en dernier afin d'ouvrir officiellement l'atelier. Il a présenté les excuses de Monsieur le Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène qui aurait bien voulu pouvoir assister à cet important atelier, du fait que le Sud lui tient vraiment à cœur.

L'accès à l'eau durable de toute la population est une priorité pour nous tous ici présents, et principalement aussi pour le MEAH et il est clair que la réalisation de cette priorité nécessite la mobilisation de tous les acteurs et une interaction avec d'autres secteurs.

Depuis le *kere* de 2019 et 2020, et conscient de la sécheresse récurrente et du manque d'eau chronique dans cette partie Sud du Pays, le Président de la République de Madagascar a lancé une conférence visant à trouver des solutions et à relever ces défis. Diverses propositions de solutions ont été faites, mises en place et expérimentées, telles que le pipeline, le barrage de retenue, la désalinisation, la *water-trucking*, le forage, la réhabilitation des points d'eau, etc. Cet atelier est une occasion opportune pour partager ces expériences et d'en tirer des leçons.

Monsieur le DGE a aussi exprimé sa gratitude envers les organisateurs de cet atelier, particulièrement Ran'Eau et MSF. Il a exprimé le souhait que les réflexions se poursuivent au-delà de cet atelier et que la Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (DREAH), en collaboration avec Ran'Eau, en particulier les antennes de Ran'Eau dans les régions Androy et Anosy, puisse renforcer sa coordination des activités et leur suivi en tant que plateforme et réseau d'acteurs.

### **CADRAGE DE LA JOURNEE**

#### **Mme BEAUMOND Garance, chargée d'appui (Ran'Eau)**

Mme. Beaumont Garance a pris la parole pour présenter [Ran'Eau, le Réseau de Référence des acteurs de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène](#) et pour présenter le programme des deux prochaines journées.

Elle a rappelé que les échanges se focalisent sur une zone nommée « Extrême Sud » qui avait été définie en 1964 par Mr. René Battistini comme une « unité climatique incontestable » où « aucune station ne reçoit plus d'un mètre de pluie par an en moyenne. L'Extrême Sud est la région la plus aride du Grand Sud composée de quatre districts d'Androy – Beloha, Bekily, Tsihombe et Ambovombe-Androy – et de deux districts d'Anosy – Amboasary et Betroka.

Les objectifs de l'atelier sont les suivants :

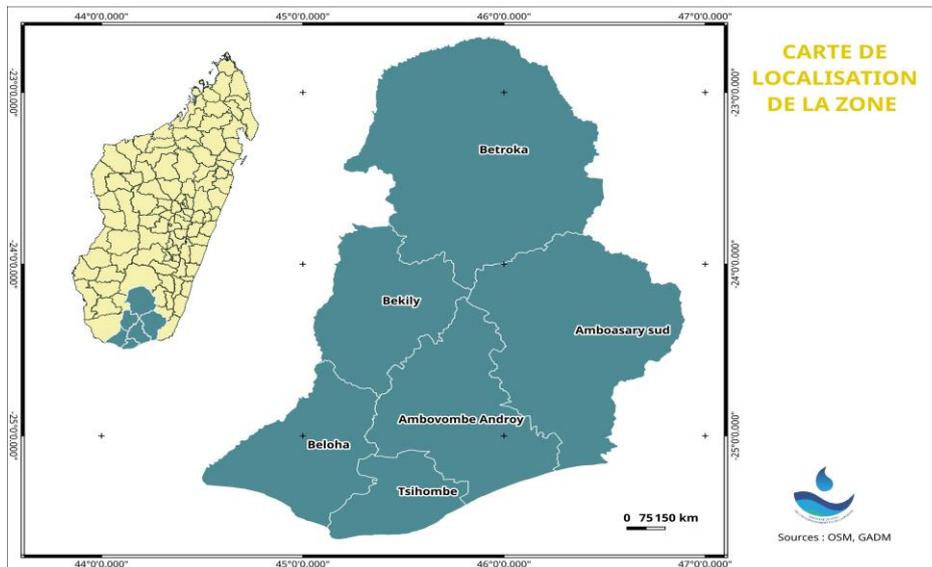
- Identifier certaines des méthodologies utilisées pour faire face au manque d'eau ;
- Analyser les différents obstacles et difficultés rencontrés ;
- Réunir les différents acteurs présents dans l'Extrême Sud pour permettre la création de liens ;
- Identifier des aspects sur lesquels les acteurs peuvent poursuivre la réflexion.

## SITUATION DE L'EAU DANS LE SUD

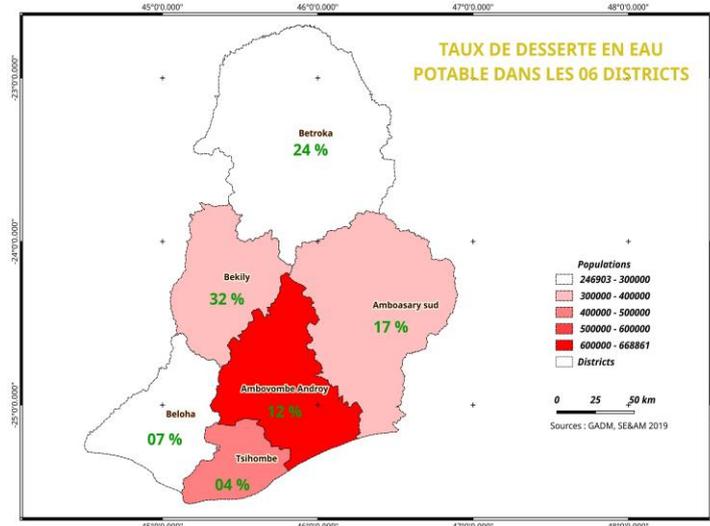
### M. RANDRIATSIFERANA Simon, Directeur Général de l'Eau (MEAH)

Mr. Le DGE a pris la parole pour présenter la situation liée à l'eau et à l'alimentation en eau dans le Sud et l'Extrême Sud.

L'Extrême Sud peut être défini en opposition au Grand Sud – caractérisé par une densité faible, mais aussi par le manque de moyens d'accès à l'eau sauf grâce aux infrastructures d'approvisionnement en eau. La zone est délimitée dans la carte ci-dessous :



La zone souffre d'un accès en eau potable très bas, mais aussi très varié :

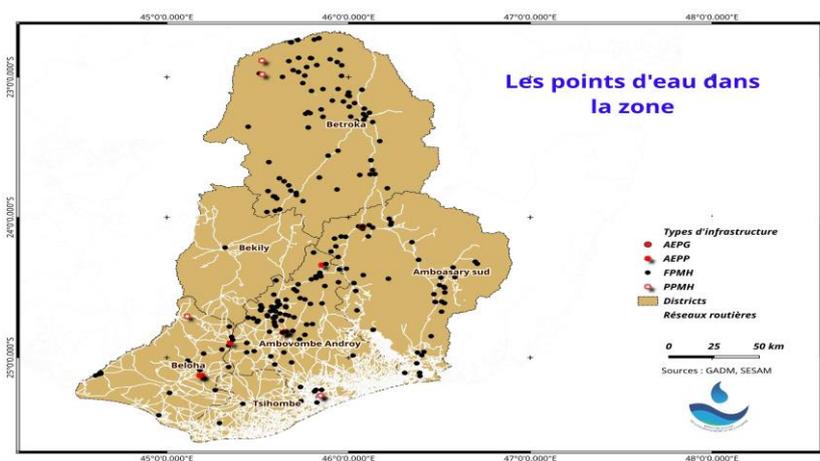
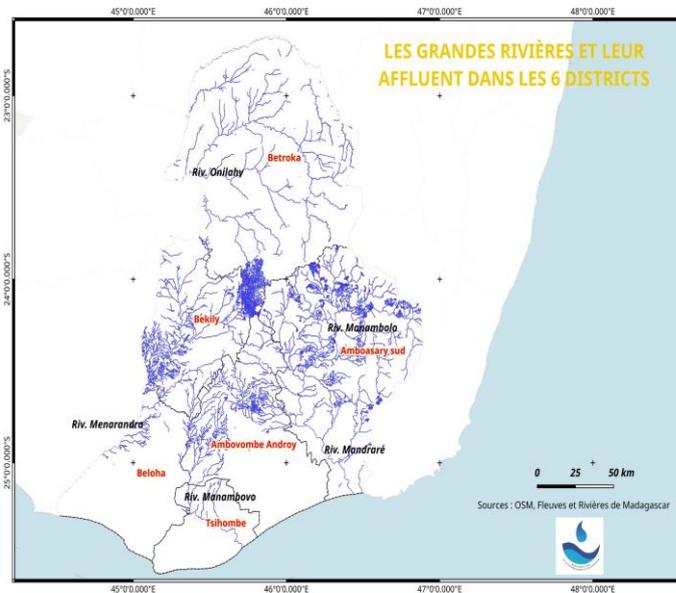


De plus, la pluie est irrégulière et variée avec une pluviométrie moyenne de 500 mm, et la disponibilité en eau est faible avec un tarissement des ressources en eau : diminution du niveau de la nappe phréatique et du débit des cours d'eau.

Les difficultés en termes d'alimentation en eau dans la région sont les suivantes :

- **Existence de plusieurs infrastructures** d'alimentation en eau potable, mais à majorité non-fonctionnelles : effets du changement climatique, des activités anthropiques, de la disponibilité des ressources en eau par rapport à la qualité et la quantité ;
- **Insuffisance des infrastructures** pour l'agriculture et l'élevage ;
- **Insuffisance de la capacité** de résilience de la population : les moyens de subsistance de la population locale se détériorent et la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'accroît au fil du temps.

Or, les études montrent que des ressources en eau sont disponibles, et il existe une multiplicité d'acteurs et de partenaires de développement présents dans la zone, ainsi que beaucoup de points d'eau, dont la plupart (80 %) sont non-fonctionnels.



Selon le DGE, alors que les gouvernements successifs sont au courant de la situation et que de multiples études existent déjà, il est nécessaire de lancer une étude sur la gestion – mais des études sérieuses avant la réalisation d'ouvrages.

Différents projets sont actuellement en cours :

- Réalisation des travaux de mobilisation de la rivière Efaho à usages multiples

- Travaux de réhabilitation et extension des infrastructures du pipeline Mandrare-Sampona dans les Régions Anosy et Androy
- Travaux de réhabilitation et extension des infrastructures du pipeline Ampotaka-Beloha-Tsihombe dans les Régions Atsimo Andrefana et Androy ;
- Préparation du Projet de Mobilisation, Protection, Valorisation de la Ressource en Eau et de renforcement de la résilience au changement climatique (PMP VREAU) entre autres dans la Région Androy.
- Réhabilitation et reconversion de 606 points d'eau en des systèmes multi-usages (pour la consommation humaine et agropastorales)
- Construction et reconversion de 1806 points d'eau à usages multiples : construction de 535 nouveaux points d'eau et 646 reconversions de points d'eau dans les Régions Androy et Anosy (de type Mahavelo, Mahamamy et forages à gros débit)
- Mise à jour des études de 30 systèmes d'AEP du programme PAEAR
- Mise à jour de l'étude (APD) d'une adduction d'eau gravitaire à partir de l'exploitation de la rivière TARANTSY
- Promotion des infrastructures Eau à Usages Multiples (MUS) résilientes au changement climatique, robustes et pérennes et mise à l'échelle des bonnes pratiques dans les autres zones concernées
- Construction des bassins artificiels de retenue d'eau par barrage inter-collinaire ou sous-écoulement pour l'exploitation des eaux de surface et exploitation en usages multiples
- Mise en place et renforcement des AEP des chefs-lieux de communes par exploitation des ressources en eau souterraine par forage profond
- Etc.

L'UNICEF est aujourd'hui un partenaire privilégié du MEAH et des représentations décentralisées du MEAH. L'UNICEF est en effet un acteur reconnu et accepté par le grand nombre. Finalement, DGE conclut qu'il faut privilégier la protection et la conservation des ressources en eau dans le Sud car, selon lui, trop d'importance est mise sur la technologie.

[La présentation de Monsieur le Directeur Général de l'Eau est disponible ici.](#)

#### **RETOUR D'EXPERIENCES N°1 :**

**Restitution d'activités de mars 2021 à mai 2023 de MSF « de la Santé à l'Eau » – Mme. ARBAOUI Rym, Responsable Adjointe de la Cellule des Urgences de Médecins Sans Frontières (MSF) et M. GRANGER Jacob, Chef de Mission (MSF)**

Médecins Sans Frontière (MSF) France a commencé à intervenir dans le sud de Madagascar en mars 2021 afin de faire face à l'urgence nutritionnelle. Au long de ses activités, le besoin le plus pressant remonté par les populations était l'accès à l'eau. Avec la démultiplication d'acteurs d'aide, MSF a graduellement réduit ses activités pour se focaliser sur un accès pérenne à l'eau. Enfin, face à la remontée des indicateurs et la présence stabilisée d'acteurs d'aide, MSF a décidé d'opter pour une stratégie de sortie partenariale, en mettant à disposition ses connaissances pour dynamiser le secteur EAH des régions Androy/Anosy. Ceci s'est notamment traduit par un soutien à l'association Fikambanana FAmatsiana RAno Fisotro Androy (Fifarafia), une association locale de réparation de Pompes à Motricité Humaine (PMH), par le renforcement de la présence du réseau Ran'Eau dans les deux régions concernées par l'extrême sud et par le portage d'un plaidoyer auprès des décideurs pour changer l'approche EAH.

Ci-dessous, quelques-unes des actions et quelques chiffres clés et représentatifs des activités de MSF à Ambovombe :

- Trois cliniques mobiles réponse urgence nutritionnelle déployées sur un total de 18 sites ; 11'237 personnes prises en charge ; 23'285 rations alimentaires distribuées ; création structure semi-pérenne Centre de Récupération Nutritionnelle Intensif (CRENI) au Centre Hospitalier de Reference Régionale (CHRR) d'Ambovombe ; *water-trucking* 1'500m3 pendant les cliniques mobiles
- Surveillance médicale (épidémiologique et nutritionnelle) ;
- Réponses épidémies poliomyélites en soutien à la direction régionale de la santé publique vaccinations de routine (11 antigènes sur 19 ont atteint leur cible)
- Création d'une zone à déchets CHRR Ambovombe et CH de Référence Amboasary
- Création réseau d'adduction eau potable au CHRR Ambovombe
- Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable de Tomboarivo
- Activités Maison Centrale Ambovombe
  - o 10 traitements tuberculose
  - o 297 dépistages de malnutrition
  - o 218 consultations médicales
  - o Assainissement latrines, rénovation des latrines et douches, construction 4 latrines des quartiers majeurs
- Réponse cyclones (Emnati & Batsirai) => cliniques mobiles dans la région de Manajary et réhabilitation du CHRR et de 2 CSB
- Etudes de MSF
  - o Cartographie des PMH
  - o Approvisionnement en eau par charrette à Zébu
  - o Hydrogéologie des régions du Sud
  - o Freins et obstacles à la gestion des Points d'Eau
- Distribution de kits EAH : 35'782 savons ; 12'300 jerrycans distribués
- 134 PMH réhabilitées
- 383 PMH diagnostiquées
- 10'496 personnes sensibilisées aux bonnes pratiques EAH
- 33 CPE créés/relancés
- 27 forages effectués, dont 1 forage prospectif
- Partage du savoir EAH vers les partenaires, contribution à la mise en place d'une stratégie commune sur les régions Androy et Anosy

[Le Retour d'Expériences de MSF est disponible ici.](#)

#### **RETOUR D'EXPERIENCES N°2 :**

#### **UNICEF – M. RATSIMBA Ando Dolly, Spécialiste en EAH (UNICEF Ambovombe)**

Mr. Dolly a pris la parole pour présenter les expériences d'UNICEF dans la région Androy, et ainsi dans certains des districts de l'Extrême Sud.

Le programme MEAH / UNICEF a pris place de 2021 à 2023. UNICEF n'intervient pas indépendamment, l'écriture du programme se fait en coordination avec le MEAH. Il y a trois grands volets dans ce programme :

- 1- Renforcer l'accès et l'utilisation de services EAH durables et résilients au changement climatique
  - Demande et offre du paquet EAH résilient au Changement Climatique pour les communautés rurales, péri-urbaines, les centres de santé et les écoles : MUS (Projet conjoint avec KFW - Mionjo avec la Banque Mondiale ...), Ecovillage, Sand Dam, MHM
  - Sanimarket et PPP

- 2- Réponses aux urgences EAH et Changement Climatique
  - Préparations / Réponses EAH pendant les situations d'urgence
  - Coordination du cluster EAH
  - Changement Climatique et innovations, GEWS
- 3- Environnement favorable au secteur EAH
  - Politique EAH, Gouvernance locale, Décentralisation, Engagement du secteur privé

Les interventions d'UNICEF lors des deux dernières années ont permis les réalisations suivantes :

- 40 Forages
- 7 Adduction d'Eau Potable
- 33/71 MUS
- 3 Sand Dams
- 4 Water Safe Practice (WSP) communautés (pour un bon transport et stockage de l'eau au sein du ménage)
- Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) sur 58 Communes
- SANIMARKET dans 19 Communes

Les défis rencontrés par UNICEF sont les suivants :

- Insuffisance de compréhension, engagement et adhésion au niveau local et au niveau communautaire → pas assez de soft dans les projets selon UNICEF (et pas suffisamment de budget soft)
- Manque d'Entretien et absence de gestion des infrastructures EAH – la majeure partie des infrastructures dans la région sont aujourd'hui non-fonctionnelles malgré certaines gestions mises en place qui ne sont ni opérationnelles ni pérennes
- Indisponibilité de pièces de rechange au niveau local – des technologies sont mises en place et des techniciens sont formés, mais les pièces de rechange sont indisponibles
- Faible financement pour le secteur EAH et Climat
- Peu de partenaires et ONG spécialisés dans le domaine de l'EAH, surtout pour la réponse aux urgences
- Faible engagement du secteur privé : culture entrepreneuriale insuffisante avec manque d'intérêt, surtout pour le secteur EAH dans le Sud
- Peu de partenaires spécialisés dans le domaine de l'eau, notamment dans le cadre des situations d'urgence
- Raréfaction de la ressource en eau dans le Sud / Diminution de la pluie due au changement climatique
- Difficultés dans la collecte et remontée des données
- Manque d'engagement et de volonté de la population à payer les services EAH
- Acteurs avec approches diversifiées

Quelles leçons apprises ?

- Déclenchement # Sensibilisation : dans le contexte du sud, les déclenchements dans le cadre de l'ATPC peuvent être plus efficaces.
- MUS (Gratuité # Durabilité) : il peut être difficile de trouver un équilibre pour assurer la durabilité de l'infrastructure et pour la ressource, notamment comme l'eau est utilisée à la fois pour les besoins de la population et pour l'agriculture ; il est ainsi important de trouver un équilibre financier à la fois pour la population et les agriculteurs.
- Monitoring renforcé : dans les mois à venir, UNICEF va effectuer un inventaire exhaustif de toutes les ressources en eau dans les 11 Districts des trois régions du Grand Sud. Pour le suivi, UNICEF va continuer le Groundwater Early Warning System (GEWS) qui permet d'alerter les autorités en cas de baisse du niveau de la nappe phréatique.

- Redéfinition de la zone d'intervention : UNICEF a constaté que les ressources disponibles n'étaient pas suffisantes pour couvrir toutes les communes pré-identifiées. Pour le prochain cycle, UNICEF couvrira moins de commune afin de ne pas s'éparpiller.
- Investisseurs Gestionnaires Constructeurs (IGC) : cette approche sera expérimentée dans la prochaine phase du programme MEAH / UNICEF (2024 – 2029).
- Appui aux acteurs locaux existants, comme l'association FiFaRaFia.

[Le Retour d'Expériences d'UNICEF est disponible ici.](#)

### Questions & réponses

- La méthodologie ATPC peut être utilisée pour l'accès à l'eau potable ?
  - ⇒ En fait, l'une des clés qui a permis d'avoir le succès du ATPC dans le Sud : zéro subvention de construction, déclenchement pour qu'eux-mêmes puissent décider de construire avec les moyens qu'ils ont. La clé est le type de message : certains ont essayé de créer le dégoût par rapport à l'utilisation de l'eau dans les mares, message tel que : « si vous continuez la défécation à l'air libre, vous allez boire de l'eau contaminée par des excréments humains ». En creusant, les acteurs de mise en œuvre se sont rendus compte, que la santé des zébus importait plus les habitants que la leur. Le message est ainsi devenu : « si vous continuez la défécation à l'air libre, vos zébus vont boire de l'eau contaminée par des excréments humains ». La méthodologie ATPC a été utilisée pour déclencher des communautés refusant de payer pour un service en eau potable, ils ont cherché quels messages les importaient de la même manière.
- Il est mentionné qu'il n'y a pas de culture entrepreneuriale autour de l'eau, mais pourtant les gens qui circulent en charrette et qui font du commerce autour de l'eau, n'est-ce pas une forme d'entrepreneuriat, certes informel ?
  - ⇒ Effectivement, il y a une culture qui existe, mais j'ai oublié de mentionner que je me référais à la présence d'entreprises ayant la capacité de gérer des entreprises de 500.000 à 1 million de dollars.
  - ⇒ Pour information, durant le prochain cycle, UNICEF va appuyer les différents charretiers. Les modalités de cet appui sont en cours de réflexion : construction de charrettes, appui aux constructeurs locaux avec plus d'outillage, réflexion sur d'autres animaux de travail, etc.
- Concernant les différents types de gestion de l'eau, Médecins Sans Frontières a récemment publié une étude qui peut être trouvée dans la base de données de Ran'Eau.
- Concernant l'inventaire exhaustif des points d'eau, on est très heureux d'apprendre que vous n'avez pas mis un nombre limité de points d'eau, mais que c'est un inventaire territorialisé, ce qu'on considère essentiel pour effectuer un véritable inventaire. Par rapport au GEWS, MSF a commencé un forage d'aujourd'hui presque 100 mètres de profondeur (à Ambatomainty) – MSF appelle aujourd'hui les acteurs, sous la surveillance des co-leads clusters, de faire des tests par paliers pour voir s'il y a une densité nécessaire pour y mettre une pompe. Ainsi, MSF donnerait ce forage à un acteur prêt à effectuer les tests nécessaires et à mettre en usage ce forage.
- Serait-il possible de ne pas mettre en place des services gratuits ? Car cela ne responsabilise pas les communautés. Il faut les responsabiliser afin qu'ils sachent que le service d'approvisionnement en eau a un prix.
  - ⇒ En effet, il y a un plaidoyer à faire contre la gratuité des services et pour la mise en place et le respect des cotisations.
- Comment fonctionnent les cotisations dans les services MUS ? Notamment, existent-ils des cotisations différentes pour l'eau d'agriculture et l'eau potable ?

- ⇒ Jusqu'à maintenant, les PMH, dont l'eau est à usages multiples aussi, ont fonctionné avec des cotisations forfaitaires mensuelles dont le montant dépend des associations. Dans le cadre des grands systèmes MUS, à pompage solaire où l'entretien coûte plus cher, l'eau est généralement venue volumétriquement : 3 ariary / litre pour l'eau d'agriculture et 6 ariary / litre pour l'eau potable. Il s'agit pour le moment uniquement d'un essai, notamment pour voir si cela est rentable pour les agriculteurs.
- Dans les leçons apprises, Monsieur le DREAH d'Androy attire l'attention des partenaires pour voir l'évolution de la sensibilisation au déclenchement – on est là pour essayer de trouver des approches qui fonctionnent et pour arriver à quelque chose de meilleur. Il faut aussi évoluer vers une meilleure stratégie de coordination des acteurs.
  - Les communautés ont en effet tendance à s'approprier le langage des PTF – c'est ce qu'on appelle le discours de développement – et on vous invite à lire l'étude que MSF va présenter demain pour en apprendre plus.

### RETOUR D'EXPERIENCES N°3 :

#### **Action Contre la Faim – M. REMANAMPETSE Tohiniaina, Responsable Programme EAH Androy/Anosy (ACF Ambovombe)**

Présentation des activités d'Action Contre la Faim (ACF) dans les régions Androy et Anosy, et particulièrement les obstacles et difficultés rencontrés sur le terrain.

Voici les zones d'intervention d'ACF :

- District de Bekily : communes de Maroviro, Ambahita, Besakoa, Ankaranabo, Tanambao-Tsirandrany, Ambatosola, Manakompy, Belindo, Bekitro, Beraketa, Tsikolaka, Anja-Nord
- District d'Ambovombe : communes d'Andalatosy, Antanimora, Ambovombe, Erada, Ambonaivo
- District d'Amboasary : Sampona, Behara, Ifotaka, Tanandava, Tranomaro, ...
- District de Betroka : Ianabinda, Isoanala, Bekororo

Activités d'ACF :

- Nouvelle construction / Réhabilitation de forages équipés de PMH

Obstacles et difficultés rencontrés	Solutions proposées
<p>Problèmes sur la maintenance de PMH :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de revendeurs au niveau de la plupart des districts. Au niveau d'Antanimoro, il y a FiFaRaFia, mais c'est tout. Donc même avec un comité de points d'eau fonctionnels, s'il n'y pas de pièces détachées la pompe ne peut pas être réparée</li> <li>- Les agents réparateurs / techniciens n'ont pas les compétences et / ou les outils nécessaires à la réparation de PMH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place et soutien aux revendeurs de pièces de rechange au moins au niveau du district</li> <li>- Dotation d'outils de maintenance aux techniciens réparateurs</li> <li>- Former et accompagner les Techniciens Réparateur des CPE</li> </ul>

Les trous de forage des PMH hors service sont bouchés par la population	- Sensibilisation de la population que les forages bouchés ne peuvent plus être réhabilités
Problèmes sur le paiement des cotisations mensuelles par les ménages	- Suivi au niveau du COGES - Activités Génératrices de Revenus, Village Savings and Loans Associations
Salinité de l'eau des nappes souterraines	- Emplacement du MUS

- *Water-trucking* dans les zones sans points d'eau

Obstacles et difficultés rencontrés	Solutions proposées
Mécontentement des personnes âgées, et des ménages n'ayant pas d'enfants Malnutrition Aiguë Sévère (MAS - initialement l'activité était réservée pour les bénéficiaires avec des enfants MAS)	- Distribution d'eau au niveau de toutes les populations des fokontany dans certains districts
Problème d'approvisionnement au niveau des ressources en eau au niveau de la JIRAMA	- Recherche pour rajouter d'autres points d'eau
Les points de distribution au niveau des distributeurs dépassent le 500 mètres et les attentes sont de plus de 30 minutes (les normes ne sont pas respectées)	- Pas de solution trouvée
Les bénéficiaires ne peuvent pas porter les 60 litres d'eau vers leur habitation (distance plus de 4km)	- Mise en place de charrette par ACF
Problème sur l'accessibilité vers quelques fokontany	- Mise en place de point de distribution plus proche de fokontany et gestion du calendrier de distribution par fokontany

- Reconversion des forages équipés de pompes à motricité humaine en MUS

Obstacles et difficultés rencontrés	Solutions proposées
Faible volonté à payer des habitants	- Recherche d'autres communautés
Ressources en eau faibles par rapport aux besoins de la population	- Recherche d'autres PE

- Construction de nouveaux Réservoirs d'Eau Enterrés Pleins de Sable (REEPS)

Obstacles et difficultés rencontrés	Solutions proposées
-------------------------------------	---------------------

Impact sur le changement climatique  
(manque d'eau de pluie)

- Commande des camions d'eau des CPE quand il n'y a pas de pluie

[Le Retour d'Expériences d'ACF est disponible ici.](#)

### Questions & Réponses

- Souvent quand on demande aux communautés pourquoi ils n'ont pas réhabilité ou réparé leurs points d'eau, ils répondent que c'est parce qu'un autre acteur va venir construire un point d'eau. Il est important de travailler sur cette mentalité aussi pour inciter les bénéficiaires à bien s'occuper de leurs infrastructures.
- Cela fait déjà bien longtemps que l'on parle de la question d'approvisionnement en pièces détachées, il est important de faire une étude de faisabilité sur la question de rentabilité et d'études de marché autour des pièces.
- Sur les questions de normes sphères : les partenaires faisant du *water-trucking* ne peuvent pas respecter les normes sphères, dues aux spécificités des communautés d'Androy : selon les normes sphères, il est nécessaire d'avoir 15 litres par personne, sauf que si le partenaire approvisionne l'eau nécessaire pour les bénéficiaires prévus, la communauté va partager cela avec plus de bénéficiaires, ne respectant donc pas les normes sphères.
- Monsieur le DGE a évoqué en début d'atelier qu'il y a une volonté à payer un peu élevée, or MSF a remarqué une faible volonté des habitants à payer pour le service d'approvisionnement en eau. Généralement, par rapport à tout Madagascar, la région Androy a la volonté à payer la plus élevée. Néanmoins, dans la région, il y a également une volonté à payer très basse, notamment dans les zones cristallines, vers Bekily.
- J'aimerais qu'on discute vraiment du mode de gestion des infrastructures – la volonté à payer n'est pas nécessairement faible, mais c'est aussi lié à la mentalité de penser qu'une infrastructure a été donnée gratuitement et que donc l'on ne devrait pas payer. Le problème autour des pièces de rechange date de 1995, et est lié aussi à la gestion et le prix de l'eau. Il faudrait trouver des partenaires souhaitant faire ces études.
  - ⇒ Il s'agit du sujet de conversation de la seconde journée de l'atelier. Certains de ces constats sont aussi soulignés dans l'étude effectuée par MSF et qui sera présentée la seconde matinée. Notamment, on pense que la gestion et la maintenance des PMH par les comités de points d'eau (CPE) n'est pas une bonne idée.
  - ⇒ Cette mentalité, évoquée dans la première question et à nouveau ici, par laquelle les communautés s'attendent à ce que, lorsqu'une infrastructure devient défectueuse, une nouvelle soit construite par un acteur, se comprend à travers la notion de 'phénomène de parachutage' que MSF présentera le lendemain. Pour y remédier, une co-concertation avec les communautés est nécessaire. De même, il faut mettre la volonté à payer en exergue avec la co-concertation des communautés. Cela est lié aussi avec le discours de développement déjà mentionné : lorsque les acteurs parachutent des projets sans co-concertation avec les communautés et que celles-ci adoptent un discours de développement pour être en accord avec l'acteur, la volonté à payer derrière est généralement faible.

### RETOUR D'EXPERIENCES N°4 :

**AFAFI-Sud – M. JARRY Jean Philippe, Coordinateur Technique (Unité de Coordination et de Suivi d'AFAFI-Sud)**

Le représentant d'AFASI-Sud a montré une vidéo qui a récemment été présentée lors du dernier comité de pilotage d'AFASI-Sud. La vidéo résume les activités EAH depuis le démarrage du projet – c'est ce qu'on appelle un film institutionnel, généralement réservé aux personnes qui contrôlent le projet techniquement ou qui le financent. Il reflète une réalité partiellement vraie qui est mis en exergue avec quelques chiffres reflétant une autre réalité du projet, qui montrent l'envers du décor :

- Au moment du film, on avait réalisé uniquement la moitié des infrastructures prévues, soit environ 76 points d'eau ;
- Sur la réhabilitation/construction des 76 points d'eau, à la date de l'enquête (il y a 6 mois), seuls 42,5 % étaient encore fonctionnels – plus de 50% des infrastructures construites ou réhabilitées ne fonctionnaient donc déjà plus ;
- Certains des points d'eau fonctionnels sont en forte dégradation ;
- Des vols de panneaux solaires sur les MUS ont eu lieu ;
- Alors que les comités de gestion de points d'eau sont formalisés, quasiment la totalité sont en réalité uniquement des comités de papiers et sont non-fonctionnels ;
- Dans 46,5% des cas, les utilisateurs des points d'eau ne paient pas de cotisations.

On essaie tous de faire de notre mieux, mais il est aussi important d'arrêter de se raconter des histoires et de réaliser qu'il y a des choses qui ne fonctionnent pas. En continuant de se raconter ces histoires, on fait partie du problème. Aujourd'hui, il est temps de réfléchir ensemble et trouver des solutions, penser à des choses innovantes : si on essaie des choses nouvelles, le seul risque que l'on court est qu'elles fonctionnent, en faisant en permanence la même chose, on réhabilite des réhabilitations encore et encore – le seul risque que l'on court est l'échec.

[La vidéo d'afasi Sud est visualisable ici.](#)

#### Questions & Réponses

- Effectivement, un des buts de l'atelier co-organisé est de réfléchir, ensemble, à partager les choses qui ne fonctionnent pas et à y trouver des solutions. Cela veut aussi dire que l'on devrait être en mesure de faire remonter aux partenaires financiers et bailleurs les indicateurs qui sont inadaptés au contexte local.
- Il est important de vulgariser le code de l'eau qui stipule la non-gratuité du service d'approvisionnement en eau.
- Il faut que nous-mêmes, acteurs du secteur, comprenons ce que signifie le coût de l'eau qui sera demandé aux bénéficiaires. A chaque fois que je fais des études, je calcule le coût de l'eau à l'exploitation et par *capita*. C'est une question de transparence : il est important d'être transparent sur les coûts d'exploitation de l'eau pour que la population soit prête à payer.

#### WORLD CAFE 1 :

Un *World Café* a été organisé dans le but d'explorer trois grandes questions qui ont été soulevées durant la matinée concernant les indicateurs des bailleurs, l'augmentation des fonds en Eau, Assainissement et Hygiène et la responsabilité des acteurs qui mettent en place des infrastructures.

- 1- Comment mettre mieux en adéquation les indicateurs de projet avec les réalités du terrain ?
  - *Les indicateurs sont nécessaires pour suivre un projet, mais sont généralement définis par rapport aux budgets, ils reflètent la priorisation des actions de la part des bailleurs / PTFs. Il peut régulièrement s'agir d'indicateurs copiés-collés venant d'autres projets, ou d'autres régions, ou faits sur tables.*

- Ces indicateurs sont prédéfinis, mais il existe aussi des indicateurs plus détaillés, cadrés avec les bénéficiaires.
- Il est important d'avoir une entente entre les acteurs et / ou les PTFs pour uniformiser des indicateurs plus proches de la réalité et des possibilités : par exemple, pour la potabilité de l'eau, on pourrait avoir un indicateur de potabilité proche des normes internationales afin de ne pas avoir différents indicateurs de potabilité selon les acteurs.
- Pour définir les indicateurs, il serait bien d'effectuer des études préalables qui permettraient de ne pas avoir de chevauchement des acteurs et des projets et de consulter les bénéficiaires pour co-définir les indicateurs, car ils doivent être adaptés aux bénéficiaires.
- Les indicateurs devraient être qualitatifs et pas quantitatifs. En effet, certaines activités ne sont pas chiffrables.
- Les sous-clusters WASH régionaux peuvent être valorisés pour effectuer un suivi des normes par rapport aux conditions territoriales et aider à définir les indicateurs. Les indicateurs devraient être mis-à-jour par rapport aux projets déjà réalisés.
- Finalement, deux soucis peuvent être relevés :
  - o Les indicateurs deviennent souvent la finalité du projet
  - o Les indicateurs d'activité sont différents des indicateurs d'impact
- Ainsi, est-il possible de travailler sans indicateurs ?

2- Comment faire un plaidoyer pour l'augmentation des fonds en Eau, Assainissement et Hygiène ?

<u>Publics Cibles</u>	<u>Messages Clés</u>	<u>Preuves</u>	<u>Outils</u>	<u>Canaux de Communication</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bailleur</li> <li>- MEAH</li> <li>- MEDD</li> <li>- Min-Sant-P</li> <li>- Ministère de l'Agriculture</li> <li>- Communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-fonctionnalité ou insuffisance des points d'eau</li> <li>- Arrêt DAL</li> <li>- Mauvaise gestion des ressources en eau / GIRE</li> <li>- Intégration de l'accès en eau potable dans le Plan de Développement Local</li> <li>- Impact de l'insuffisance d'eau sur l'économie (maladies, jours d'école et de travail ratés)</li> <li>- Pollution des ressources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat des lieux (taux d'accès)</li> <li>- Statistiques sur l'hydrométrie</li> <li>- Simulation du coût des maladies vs du coût des infrastructures en eau</li> <li>- Rapports concernant les maladies aux CSB</li> <li>- Commune « succès story »</li> <li>- Episodes de sécheresses intenses et récurrentes</li> <li>- Démographie croissante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Photos</li> <li>- Témoignages</li> <li>- Visuels</li> <li>- Documentaires</li> <li>- Infographies</li> <li>- Rapports d'évaluation</li> <li>- Tweet</li> <li>- Courts-métrages</li> <li>- Emissions Radios</li> <li>- Focus groups</li> <li>- Résumés d'études</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Médias internationaux</li> <li>- MEAH</li> <li>- Boite-à-image</li> <li>- Spot Radio</li> <li>- Réseaux sociaux</li> </ul>

--	--	--	--	--

3- Quelle est la responsabilité des acteurs de mise en œuvre par rapport aux infrastructures qu'ils ont mis en place ?

*Plusieurs sortes de responsabilités et de personnes (morales) ont été distinguées :*

- *Responsabilité avant la création de l'infrastructure : identification de besoins, notamment grâce à une visite de terrain, monter des équipes au préalable, notions d'anthropologie, d'aspects sociaux et traditionnels, prise en compte des avis des bénéficiaires équilibrés avec une identification externe des besoins*
- *Plusieurs types de responsabilités : vis-à-vis des bailleurs, vis-à-vis des communes, responsabilité légale. Un cadre : le Code de l'Eau qui met en œuvre les questions de responsabilité en soulignant la responsabilité de la commune et du STEAH via un travail dans la gestion et le suivi des ouvrages en eau – mais la question se pose d'avec quels moyens ? Quels types d'appui à la commune ? Les intervenants ont la responsabilité à la fois d'appuyer la commune dans la gestion et le suivi de l'infrastructure, mais aussi de permettre à la commune d'avoir le choix dans le type d'ouvrage.*
- *Besoin d'un contrôle sur le gestionnaire – mais qui gère ce contrôle ? une association, la commune, le MEAH ?*
- *Appropriation par la population – si la population est impliquée en amont de la création et dans le processus de création, il pourrait y avoir un sentiment d'appropriation de l'ouvrage avec une gestion qui va en découler.*
- *Notion de pérennité : toujours difficile de souligner la ou les personnes morales responsables de la pérennité de l'ouvrage. On a noté : l'ensemble des partenaires techniques et financiers et du gouvernement. Il y a différents aspects à voir pour garantir la pérennité de l'ouvrage – sociale, commerciale, anthropologique, technique, commerciale, etc., avec une présence continue auprès de la population.*
- *Dimension environnementale : gestion de la ressource en eau – quelle responsabilité ?*
- *Quatre responsabilités :*
  1. *Ecouter les bénéficiaires et identifier de façon externe les besoins des bénéficiaires*
  2. *Concilier ce que dit le bénéficiaire et son besoin diagnostiqué*
  3. *Avoir suffisamment d'informations techniques pour faire des appels d'offres aussi complets et sérieux que possible conformément aux dispositions du Code de l'Eau*
  4. *Permettre aux STEAH et aux Communes l'exécution de leurs responsabilités*

#### **RETOUR D'EXPERIENCES N°5 :**

**Medair – M. MOL Adriaan, Directeur et M. RALAIMBOA Alfred, Chef de projet adduction d'eau potable (Medair)**

Medair œuvre dans la zone depuis 25 ans, voici ce qui a changé ou pas :

- Il est déplorable de voir que les problématiques auxquelles nous faisons face aujourd'hui sont les mêmes qu'à l'époque : problèmes d'entretien et de pérennisation par exemple. Pas grand-chose a changé. Il est important de nous encourager nous-mêmes, représentants des ONGs à être plus innovants.
- Aujourd'hui, on voit plus de représentants du secteur privé dans la salle. Il y a 25 ans cela n'était pas le cas, on pensait toujours que le secteur privé allait exploiter les communautés pour gagner de l'argent, mais en fait il faudrait qu'on travaille tous ensemble.

- Alors que l'éloignement du Sud de la Capitale reste important, les relations avec les autorités nationales et le gouvernement en général sont meilleures, notamment dans le cadre du secteur EAH.

#### Récentes interventions de Medair dans le sud :

- En 2018 : adduction d'eau potable dans la commune de Marolinta, district de Beloha ;
- En 2020, la zone d'intervention couvre les 05 districts dont 04 dans la région d'Androy et 01 dans la région d'Anosy ;
- En 2021, l'intervention s'étend jusqu'à la région d'Atsimo Andrefana.

Les thématiques d'intervention sont principalement l'EAH, la nutrition, les urgences cyclones et la COVID.

#### Activités de Medair dans le Sud liées à l'adduction d'eau potable :

- 2018 – 2019 : 7 forages manuels et 5 forages mécaniques réalisés et équipés de 9 PMH et 3 pompes solaires – la réalisation de forages fonctionnels peut être difficile dans le Sud, avec un taux de succès de seulement 36 à 40 % : beaucoup de forages sont ratés dû soit à la salinité soit au manque d'eau ;
- 2018 – 2020 : dans la commune de Marolinta, mise en œuvre d'un AEP accompagné de sensibilisation et promotion de l'hygiène et de structuration de l'association de charretiers ;
- 2019 – 2022 : 2 PMH transformées en pompage solaire à Marolinta et puis Antevamena/ Ambovombe et Amboangy/Amboasary Sud – le but de la transformation en pompage solaire était d'assurer la pérennisation des points d'eau comme les PMH ne dureraient pas suffisamment longtemps ;
- 2020 – 2022 : dans les 3 régions (4 districts de la région Androy, Amboasary du Sud/ Région Anosy, Ampanihy / Région Atsimo Andrefana) :
  - o Inventaire des points d'eau ;
  - o Appui et suivi de *water-trucking* au niveau communautaire et au niveau des CSB pour les MUS dans les 05 Districts : Tsihombe, Ambovombe, Amboasary, Amani et Beloha ;
  - o La mise en œuvre de *water trucking* dans le plateau de Mahafaly /Marolinta ;
  - o Mise en place de « *Water Safety Plan* » (WSP) dans les 2 communes de Beloha maintenance certifiées ;
  - o Sensibilisation sur le changement de comportement EAH et WSP.
  - o Distribution des *Kits Wash* aux couples mères-enfants et aux communautés ;
  - o Appui EAH aux CSB : formation des hygiénistes, et construction de latrines et d'incinérateurs.
- 2021 – 2023 : Construction d'un pipeline de 8 km pour les 16 villages du plateau de Mahafaly dans la commune rurale de Marolinta – on est encore en recherche de financement pour la deuxième partie de cette activité, car l'idée est de desservir des villages avec moins de 10.000 habitants et pour cela il peut être difficile de trouver des bailleurs.

#### Futures activités de Medair dans le Sud :

- L'appui au CSB sur les infrastructures EAH ;
- La promotion des kits d'hygiène EAH ;
- La sensibilisation sur l'hygiène et le *Water Safety Plan* ;
- Appui aux gestionnaires des points d'eau ;
- La réhabilitation des points d'eau avec la transformation de PMH en points d'eau solaires pour l'appui des CSB et écoles ;

- Préparation de la phase 2 de l'adduction d'eau potable dans le plateau de Mahafaly : mise en place du réseau de distribution vers les 16 fokontany du plateau ;
- Mise en place de distribution d'eau par le système traditionnel en adaptant les charrettes améliorées.

[Le Retour d'Expériences de Medair est disponible ici.](#)

#### Questions & réponses :

- Pourriez-vous nous parler de certaines des difficultés ou de certains des obstacles que vous avez pu rencontrer lors de la mise en œuvre de vos activités ?
  - ⇒ Au début, certaines des traditions locales ont pu poser des difficultés, cependant l'accès à l'eau est un besoin central de la population et une de leur demande. Ils payaient avant jusqu'à 4.000 ariary le bidon, maintenant grâce au *water-trucking*, le bidon n'est plus qu'à 400 ou 500 ariary le bidon. Ainsi, ce besoin a pu résoudre certaines des difficultés causées par les traditions.
  - ⇒ Un autre obstacle est le conflit politique : les nouveaux politiciens perturbent la mise en œuvre des activités, notamment lors de changements de Maire au niveau des communes. Par exemple, dans une commune le maire entrant peut mettre certains bâtons dans les roues, car le projet avait été conçu avec le maire partant.
  - ⇒ Sur la gestion, on rencontre des problèmes. Les ouvrages effectués en 2018 – 2019 ont été gérés par le secteur privé. Actuellement, beaucoup d'ouvrages ne fonctionnent plus. Il faudrait chercher une solution pour cela. Au moment de la mise en place de gestionnaires privés, quand on demande à la commune si le gestionnaire a payé les taxes ou redevances comme mentionné dans leur contrat avec la commune, celle-ci dit que le gestionnaire a déjà payé au ministère. Dans ce cas-là, la commune ne reçoit pas du tout de revenu.
- Il faudrait promouvoir le système pour qu'on puisse mettre en place des gestionnaires privés afin qu'on ait des ouvrages pérennes. Quand le gestionnaire privé ne fait pas exactement les travaux qu'il faut, c'est facile de leur parler et c'est aussi possible de leur demander leur business plan en amont.
- La gestion est centrale à la pérennité des ouvrages : ce ne sont pas les PMH qui ont des problèmes, ce sont les modes de gestion. La stratégie sectorielle dans les années 80-90 était de cibler le milieu rural et on avait fait la promotion des PMH mais maintenant tous ces points d'eau sont en panne, car on n'avait pas pensé à la gestion et on avait pensé que les associations des usagers pourront gérer les infrastructures. En 1990 ou 2000, il y avait eu une tentative de gestion – FiFaRaFia pourrait en témoigner. En effet, UNICEF avait mis en place 150 forages et, en plus des associations des usagers, UNICEF avait mis en place une structure qui effectuaient le tour des points d'eau pour assurer leur entretien. Cela a très bien marché pendant des années, prouvant l'importance de la gestion. Aujourd'hui, le Code de l'Eau, ratifié en 1997, stipule que l'eau est payante et que le prix de l'eau doit couvrir les frais des fermiers et pas des associations d'usagers. Or, jusqu'à maintenant, il est difficile de mettre en place un paiement pour les services d'eau correctement et systématiquement. Il existe notamment des sites qui ne sont pas rentables et donc où l'on ne peut pas mettre en place des gestionnaires. Il faut donc aujourd'hui une mise-à-jour du Code de l'Eau afin de décider la densité urbaine nécessaire pour assurer la rentabilité d'un service privé. Même dans le cadre des grandes villes, la JIRAMA fait aussi face à des problèmes de gestion. Tout cela est une grande réflexion. Il faudrait donc trouver un financement pour vraiment faire une grande étude prenant tout cela en compte. Avant de mettre en place quelque chose, il faut savoir où on va.
- Lors des inventaires des points d'eau, on a uniquement répertorié ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Or dans la réalisation de ces forages, il existe normalement aussi des

dossiers techniques qui devraient être consultés pour faciliter l'intervention sur l'exploitation des forages.

#### **RETOUR D'EXPERIENCES N°6 :**

**Mada Green Power – M. BALLERI Anthony, Directeur Adjoint Département WASH et M. BELALAHY Claudio, Ingénieur Hydraulique (Mada Green Power)**

Mada Green Power (MGP) est une entreprise malgache spécialisée en ingénierie, approvisionnement, construction et exploitation de systèmes solaires PhotoVoltaïques (PV) et implantée à Madagascar depuis sept ans. Les activités de MGP sont les suivantes : Etude, fourniture, installation et maintenance de systèmes photovoltaïques, de désalinisation et de chloration, notamment grâce au département spécialisé dans l'EAH (pompage solaire, réseaux AEP, désalinisation, etc.) qui dispose aujourd'hui d'un bureau à Ambovombe. MGP propose aussi de mettre en place des pompes de surface et immergées, ainsi que des bornes fontaines intelligentes pour faciliter la gestion des infrastructures.

#### **Les activités EAH de MGP actuellement :**

- Commune d'Ambondro, Androy : désalinisation du système d'adduction d'eau à usages multiples avec UNICEF ;
- Commune d'Ambovombe, Androy : installation d'un pompage solaire avec MSF ;
- Commune de Tomboarivo, Androy : installation d'un pompage solaire avec MSF.

#### **Favoriser l'implication à long terme du secteur privé dans la gestion efficace et pérenne des infrastructures AEP :**

- Difficultés logistiques : la situation enclavée du sud de Madagascar, aggravée par les infrastructures routières, la météo ainsi que l'insécurité combinée à l'éloignement de Madagascar et des délais d'importation peut rendre le développement et la maintenance des infrastructures plus compliqué.
  - o Pour y remédier, MGP a ouvert une représentation dans le sud disposant de compétences locales. De plus MGP s'assure d'avoir une disponibilité de stocks, notamment en pièces détachées. Ces deux points permettent donc d'augmenter la vitesse d'intervention.
  - o Or, MGP remarque que lors de réponses aux appels d'offres, cette représentation locale ne représente pas un véritable atout. De plus, avoir une disponibilité de stocks, c'est-à-dire, acheter des pièces hors cadre de projets humanitaires, ne permet pas de bénéficier d'une détaxation, impactant ainsi le prix final de la pièce.
- Difficultés concernant les acteurs (l'ensemble des intervenants des projets liés à l'eau) : il existe des difficultés dans la coordination entre les organismes et dans la temporalité des projets. Par exemple, on a un contrat qui va bientôt démarrer, or à quelques centaines de mètres, un autre projet risque de démarrer sans que les deux projets soient mutualisés alors que cela pourrait permettre de limiter les coûts. Dans le cadre de la coordination, il existe aussi un problème d'hétérogénéité du matériel utilisé. Par exemple, il existe différentes marques et modèles de PMH installées dans le sud, ce qui signifie que la disponibilité et l'accès aux pièces détachées sont plus compliqués à mettre en place – cela est équivalent dans le cadre de pompes solaires. Finalement, le secteur privé n'est pas suffisamment impliqué dans la conception des projets. C'est-à-dire que l'on demande au secteur privé de gérer des réseaux pour lesquels il n'a pas eu son mot à dire lors des analyses. Cela semble donc contradictoire de demander au secteur privé de se positionner sans l'avoir consulté et sans avoir pris en compte son expertise sur le sujet.

- Une des solutions serait donc de collaborer davantage avec le secteur privé lors de la définition des projets, collaborer sur l'élaboration du prix de l'eau, collaborer également sur le volet soft.
- Concernant la partie soft, celle-ci est souvent entièrement déléguée au secteur soft, mais celle-ci devrait être élaborée en collaboration avec l'ensemble des acteurs impliqués.
- Difficultés technologies : ce sont les difficultés liées au matériel utilisé. Une de celles-ci est d'adapter la technologie au contexte. Notamment, certaines technologies peuvent être inadaptées du fait de l'impossibilité d'avoir une rentabilité. Il pourrait être intéressant des fois de se rendre compte et d'accepter que la rentabilité soit impossible, ou sinon à des prix inaccessibles pour la population. Le manque de maintenance ou de compétence pour la maintenance peut aussi rendre certaines technologies inadaptées.
  - Ainsi, il faut, en amont des projets adaptés, les technologies pour qu'ils puissent y avoir une rentabilité, mais aussi adapter les technologies aux capacités financières de la population.

Pour résumer :

- Développer les phases d'études et de diagnostic (adaptation au contexte) ;
- Collaboration avec le gestionnaire dès l'élaboration des projets ;
- Développer la partie SOFT de manière collaborative ;
- Prendre en compte le coût de paiement de l'eau dès le début du projet (capacité de la population, technologies, coût de maintenance curative) ;
- Encourager les entreprises à s'implanter dans le sud ;
- Intégrer les coûts de maintenance et suivi dans le budget des projets ;
- STEAH : il est important que la commune soit aussi en capacité d'accompagner et de suivre le gestionnaire, pour effectuer un travail en collaboration avec le gestionnaire.

[Le Retour d'Expériences de Mada Green Power est disponible ici.](#)

## 24.05.23

### PRESENTATION MSF : ETUDE DE LA GESTION DES POINTS D'EAU

#### **M. GRANGER Jacob, Chef de Mission (MSF)**

L'étude est disponible en version de 15 pages [ici](#), et en version complète [ici](#). L'étude montre surtout les échecs des différents systèmes de gestion des points d'eau, qu'ils soient communautaires ou privés, et démontre que ce ne sont pas des nouvelles technologies qui résoudront le problème de la gestion, mais l'adoption d'une approche différente. Quelques recommandations ont été mises en avant par MSF, à savoir 1) la création d'une alliance stratégique dédiée au secteur EAH des 6 districts de l'Extrême Sud ; 2) un référencement des points d'eau ; 3) mettre l'accent sur le volet soft ; 4) uniformiser les pratiques sur une même zone ; 5) dégager du financement pour les études préalables à la construction d'infrastructures ; 6) dégager du financement pour le suivi et la maintenance des infrastructures après leur création ; 7) valoriser les acteurs locaux/basés localement.

Les messages principaux de l'étude peuvent être résumés comme suit :

#### 1. Gestion de PMH

Les CPE, tels qu'ils sont conçus aujourd'hui, ne sont pas des gestionnaires de PMH pertinents, que leurs membres soient issus de la communauté des usagers ou des associations.

- Les CPE ne sont jamais actifs car les communautés ne se les approprient pas à leur création.
- L'illusion que le CPE fonctionne est entretenue par certains visant « à faire plaisir aux bailleurs de fonds (ou au *vazaha*) ».
- Les CPE constituent des dispositifs standard importés sans implication de la communauté des usagers par des acteurs considérés comme « illégitimes ».
- La création de CPE se fait de façon expéditive.
- Les tentatives de redynamisation des CPE aboutissent à des millefeuilles de CPE.
- Les associations n'ont souvent ni d'intérêt ni de compétences pour la gestion de PMH.

D'autres dispositifs de gestion, informels, peuvent exister sur les PMH.

- Les dispositifs informels se forment à l'intérieur de la communauté et selon ses règles.
- Ils assurent la maintenance préventive des PMH, mais pas la réparation de pannes complexes.
- Quand les PMH se trouvent sur un terrain d'un propriétaire investi, il assure souvent leur maintenance curative.
- Une asymétrie de pouvoir au détriment des usagers peut s'installer sur les PMH gérées par le propriétaire-gérant.
- Parfois les usagers agissent lors d'une panne, même si aucun dispositif de gestion informelle n'est présent sur la PMH. Leur mobilisation n'aboutit pas toujours à la réparation de la panne.
- Les usagers de zones avec une grande disponibilité de points d'eau non payants à proximité peuvent se désintéresser de pannes sur leurs PMH et le nie quand on les confronte à ce sujet.

L'origine des lacunes de la gestion des PMH vient à la fois du contexte isolé et défavorisé du Sud, des habitudes et des conceptions sociales des populations majoritairement rurales et des stratégies humanitaires.

- Facteurs contextuels : les usagers ne disposent souvent pas de pièces détachées, d'outils, de moyens économiques et de compétences techniques pour assurer les réparations. Il n'y a presque pas d'entreprise de réparation de PMH et de STEAH au niveau des communes.
- Facteurs socio-anthropologiques : les usagers tendent à se déresponsabiliser face à une panne et à utiliser les PMH comme si elles étaient un bien publiques. Des relations conflictuelles sont souvent observées parmi les usagers.
- Paiements sur les PMH : les usagers sont réticents à payer, surtout préventivement, surtout dans les zones possédant des points d'eau gratuits à proximité. Par ailleurs, les cotisations peuvent être utilisées pour des activités autres que les réparations.
- Stratégie des acteurs humanitaires : Les acteurs humanitaires ont depuis toujours donné de façon massive et inconditionnée les PMH, alimentant certaines attitudes des usagers. Par ailleurs, il peut arriver que le choix du site de la PMH ne soit pas propice à sa bonne gestion.

Certains usagers maîtrisent désormais le discours des acteurs humanitaires et internationaux. Parfois, ils l'utilisent pour obtenir plus.

- Maîtriser le discours des acteurs humanitaires et en avoir compris la logique.
- Exemples de discours maîtrisés par les usagers inclus certains discours autour de CPE, les cotisations, la critique du parachutage des infrastructures par les acteurs humanitaires.
- Parfois, les usagers utilisent ces discours pour être ciblés comme bénéficiaires de projets.

## 2. Gestion de réseaux AEP/systèmes MUS

Il y a une tendance à présenter la gestion privée comme la solution automatique et unique aux enjeux de la gestion. La transition à la gestion privée ne s'accompagne pas d'un suivi des gestionnaires.

- Il y a une volonté politique de passer à la gestion privée des ouvrages hydrauliques.
- Aucun suivi des gestionnaires n'est fait actuellement par les autorités publiques EAH.
- Le suivi du gestionnaire n'est généralement pas considéré comme une activité prioritaire.

Les gestionnaires par concession assurent un service que les usagers jugent insatisfaisant.

- L'AES et la JIRAMA ne garantissent généralement pas un service continu et qualitatif.
- Les usagers se tournent vers d'autres systèmes, informels, pour s'approvisionner en eau.

Les entreprises gestionnaires de petite taille n'arrivent souvent pas à assurer la gestion des anciens réseaux AEP/systèmes MUS.

- Dépenses non rentables du fait de la réticence des usagers à payer, surtout au volume d'eau, ainsi que de certaines dynamiques qui se déroulent autour de la vente de l'eau.
3. Le paiement volumétrique oblige les usagers à limiter leur consommation d'eau.
- Comme pour les PMH, la réticence des usagers à payer nous semble majeure dans les villages et là où il existe des points d'eau gratuits à proximité.
  - Les techniciens n'ont pas suffisamment de compétences techniques et ne savent pas intervenir sur certaines parties du système comme les panneaux solaires ou le contrôleur.

La réticence de certains usagers à utiliser les réseaux AEP/systèmes MUS provient de la réticence culturelle au paiement de l'eau et à l'exclusion de la communauté lors des choix techniques.

- Les usagers sont réticents à payer. Les actions de sensibilisation *top-down* ne permettent pas de déclencher un changement de comportement.
- Dans les projets, les communautés sont généralement exclues dans le choix de l'infrastructure, du site des bornes fontaines ainsi que des mécanismes de gestion.
- La gestion privée et les gestionnaires eux-mêmes sont imposés.

Il y a une tendance à la déresponsabilisation des autorités et à la délégation aux acteurs humanitaires, dont l'action « *soft* » est questionnable.

- Les autorités du secteur EAH à différents niveaux tendent à se désengager et à déléguer leurs responsabilités EAH à d'autres acteurs.
- Certains acteurs humanitaires pratiquent le « *softwashing* » et répondent à la demande des bailleurs de fonds.
- Certains acteurs du développement ne s'engagent plus dans la coproduction des projets avec les communautés.

Des relations de pouvoir peuvent s'installer sur les infrastructures en eau, quel qu'en soit le type.

- L'ouvrage est expression d'un positionnement, et plusieurs acteurs avec différentes positions de force, se regroupent autour de l'ouvrage.
- Souvent les relations de pouvoir se déroulent autour de l'activité de vente de l'eau
- Les relations de pouvoir peuvent résulter du choix du site de l'infrastructure et avoir pour conséquence d'accélérer des tensions et nuire à son intégrité physique.

[La présentation de MSF sur l'étude de la gestion des points d'eau est disponible ici.](#)

## Questions & Réponses

- Merci à MSF pour cette étude – est-ce que cette étude a déjà été partagée ?
  - ⇒ L'étude a été partagée dans les deux sous-clusters WASH Androy et Anosy. Elle a été partagée aussi plus largement à beaucoup de partenaires et acteurs : acteurs gouvernementaux, partenaires financiers, acteurs de mise en œuvre. L'étude est hébergée par Ran'Eau qui l'a partagé à son réseau.
- Je souhaiterais revenir sur le '*soft washing*', j'aimerais mieux comprendre comment cela est un point de blocage ? Il me semble intéressant de continuer comme cela avec des personnes ou organismes uniquement dédiés aux activités « soft ».
  - ⇒ La délégation des activités soft peut être un obstacle, car elle peut être faite d'une façon qui n'est pas propice à la poursuite des objectifs. Ce qui ressort de l'étude conduite par MSF est qu'il y a des entités locales qui se sont créées et qui ont commencé à prendre en charge le volet soft avec des moyens et une concertation, parfois, limités, et en conséquence, le volet hard passe au-dessus du volet soft, avec un volet soft présent uniquement, car demandé par les partenaires financiers.
- J'ai une question sur les problèmes de gestion par rapport aux entreprises. Est-ce que vous pouvez préciser si les problèmes liés à la délégation de services au secteur privé sont plutôt liés à la gestion, à l'entretien (matériel, transport, etc.) ou à la rentabilité du service ?
  - ⇒ Le principal problème est que tant que la gestion ne sera pas rentable, l'entreprise partira. La non-rentabilité peut s'expliquer par la difficulté logistique, la difficulté de trouver des pièces détachées, juste le fait que certains ouvrages ne sont pas rentables ou même la non-prise en compte de l'expertise du secteur privé dans la structuration du projet qui peut se traduire en l'apparition de problèmes non envisagés en amont. J'invite les représentants du secteur privé à compléter ou corriger ma réponse en cas de besoin.
- Je réagis par rapport au dernier argument '*sortir de la logique de création d'infrastructures*', je pense que pour la population et aux besoins de la région, il est important de rester aussi dans cette logique.
  - ⇒ Le terme 'logique de création' ici se réfère à la logique de créer pour créer et sans prendre en compte les aspects et besoins autour de la création.
- Je dirais que tous les acteurs EAH du sud sont la majorité des acteurs d'urgence, est-ce qu'il y a des recommandations pour que les acteurs urgentistes apprennent à opérer un peu plus comme les acteurs humanitaires afin de ne pas avoir d'effet négatif sur la pérennisation des infrastructures ?
- Vous parlez aussi de la priorisation de la création des STEAH – pourtant le terme 'création de STEAH' reste vague, et je pense qu'il serait bien de se pencher un peu plus sur ce terme.
- Ma question se dirige vers Mr. le DREAH d'Androy : est-ce qu'actuellement tous les manuels du MEAH sont encore en vigueur et est-ce qu'on les a ici en Androy et est-ce qu'on les respecte ? Parce que ces manuels doivent impacter et orienter nos conversations, la loi est de les respecter.
- Je rebondis sur quelque chose qui a été dit tout à l'heure. Je suis d'accord à peu près à 100% avec l'étude et la présentation de MSF. J'ai l'impression que ce qui est sous-entendu derrière est la priorisation des flux financiers des bailleurs. J'ai l'impression qu'on parle beaucoup des infrastructures jolies et visibles et donc on met beaucoup d'argent dessus mais on ne met peut-être pas beaucoup d'argent sur la gestion et les acteurs de la gestion, notamment le STEAH –

monter un STEAH est, en effet, inutile si on ne les accompagne pas derrière. Il faudrait donc accompagner nos bailleurs vers une ré-orientation des fonds du hard vers le soft pour mettre plus d'argent sur des choses peut-être moins visibles, mais qui nous permettront de gérer déjà notre parc hydraulique.

- Nous avons un chantier devant nous en termes de gestion. Par exemple, par expérience, on voit que mettre en place quelqu'un dans la commune qui s'occupe uniquement de ce qui est en relation avec l'eau est vraiment très difficile. Deuxièmement, si on parle de textes et de manuels, même la plupart des acteurs dans le secteur de l'eau n'ont pas ou pas encore lu le Code de l'Eau. Dans le Code de l'Eau, la Société de Patrimoine est mentionnée et il me semble que cela pourrait être une solution pour le Sud. La Société de Patrimoine est la propriétaire de toutes les installations et supervise toutes les gestions comme le MEAH ne peut pas le faire – par exemple, si on parle du sud, de l'Androy et de l'Anosy, il n'y a que deux personnes du MEAH spécialisées du secteur et comment deux personnes pourraient superviser ces deux régions ? Aussi en termes de gestion, si on parle des grandes et moyennes villes, on peut voir des expériences qui ont fonctionné comme les centres gérés par la JIRAMA ou l'AES. Pour information, au MEAH, nous avons trouvé un petit financement (400 000 €) pour effectuer une étude uniquement sur la gestion et nous sommes en train de finaliser cet accord. Dans ce cadre-là, nous organiserons un atelier dans ce genre durant lequel tous les acteurs ici seront invités. Merci à MSF d'avoir touché à ce sujet et on espère que cela serait le déclencheur pour plus de réflexions.
- Il y a la question de la redevabilité qui est à mon sens essentielle. On a un peu tendance à réduire la question de la redevabilité sur des mécanismes de finances et autres, alors que la redevabilité est aussi associée aux méthodologies utilisées pour associer la population et les bénéficiaires dans la prise de décisions tout au long du projet. C'est aussi lié au développement local et au rôle de la commune.

#### **PRESENTATION SUR LA COORDINATION DES ACTEURS EAH ET LE SOUS-CLUSTER WASH**

##### **M. JULSON Paul, le Directeur Général en Eau, Assainissement et Hygiène de la Région Androy (DREAH Androy)**

La Direction Régionale de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène de la Région Androy, en partenariat avec l'UNICEF, organise une réunion de coordination mensuelle regroupant les 21 acteurs ci-dessous :

- |                         |                     |
|-------------------------|---------------------|
| - DREAH                 | - Tatirano          |
| - UNICEF                | - KFHI Madagascar   |
| - FAO                   | - ADRA              |
| - PNUD                  | - OIT               |
| - PAM                   | - SAHI Madagascar   |
| - Medair                | - WaterAid          |
| - CRS / Projet MAHARO   | - Médecins du Monde |
| - CRS / Projet Mianatra | - Le Gret           |
| - AFAFI Sud             | - MSF               |
| - Projet MIONJO         | - ACF               |

Ces réunions ne sont pas uniquement pour les réponses EAH d'urgence mais aussi pour les actions et acteurs EAH humanitaires et du développement.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'acteurs privés dans le sous-cluster WASH d'Androy, cependant, le DREAH exprime le souhait de les intégrer prochainement.

L'objectif de ces réunions est de faciliter l'échange entre les acteurs : les besoins, les nouvelles technologies, différentes thématiques, etc. Ces réunions permettent aussi d'effectuer un mapping des acteurs et de leurs interventions dans la région.

Les niveaux d'engagement et d'implications des acteurs dépendent de chacun. Quelques bons exemples d'implications de la DREAH et du MEAH par les acteurs sont les suivants : la co-construction du programme de l'UNICEF avec le MEAH, la consultation des DREAH par Afafi-Sud pour l'évaluation des offres des entreprises, l'implication de la DREAH par le PNUD pour la définition des sites d'intervention, etc.

La direction régionale est présente pour encadrer les acteurs et pour gérer la coordination des acteurs dans toute la région, donc il est nécessaire pour les nouveaux venus de consulter la DREAH et les acteurs déjà présents. Prochainement, dans les réunions de coordination, on va essayer de présenter des détails concernant les projets des anciens acteurs, pour nous aider à nous auto-évaluer et à évoluer.

#### Défis :

- Non-considération de la coordination par les acteurs ;
- Redéfinition et répartition des zones/types d'intervention de chaque PTF (Rigidité) ;
- Redéfinition et mise à jour des stratégies d'approche ;
- Intégration du secteur privé dans la coordination.

[La présentation de Mr. le DREAH d'Androy sur la coordination des acteurs EAH et du sous-cluster WASH est disponible ici.](#)

#### **PRESENTATION DE BUSHPROOF**

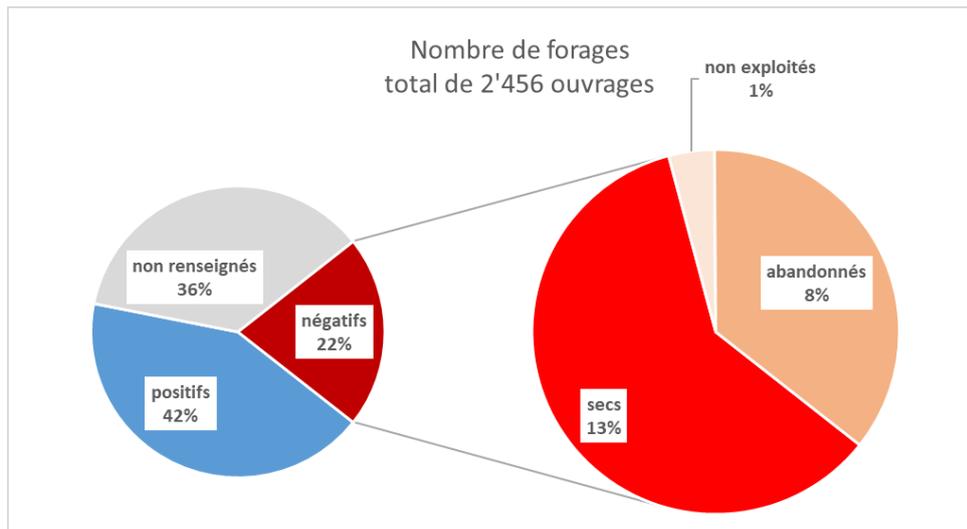
##### **M. MONTELEONE Matthieu, Technical Director (Bushproof)**

Bushproof a effectué une présentation du site internet suivant : [Water resources of southern Madagascar - online GIS tool - BushProof](#)

Il s'agit d'un outil mis au point par Bushproof, avec la Direction du développement et de la Coopération Suisse dans le but de contribuer à la compréhension de l'hydrogéologie du Sud de Madagascar.

#### **Contexte du sud de Madagascar et besoin**

La réflexion est partie du contexte du sud de Madagascar et de ses besoins. Le constat de tous les acteurs de l'eau, notamment du sud de Madagascar est l'importance d'augmenter l'accès en eau. Les eaux souterraines restent la principale source d'approvisionnement dans la région. On sait qu'on a de l'eau et on connaît assez bien la géologie du sud, mais malheureusement l'hydrogéologie reste peu connue compte tenu du fait que l'accès à la documentation du sous-sol reste limité et les données ne sont pas forcément partagées. Or ce manque de connaissances se traduit par un taux de forage non-exploitable important.



### Les objectifs

Contribuer à améliorer l'accès aux informations par la mise en commun, le contrôle et la mise à disposition de données pertinentes relatives aux eaux souterraines.

### Les données

#### Données sur les Forages, sous-sol

La base de données est géoréférencée et référence aujourd'hui 2 880 ouvrages. Elle se base sur des données brutes (sous la forme de tableau Excel et de PDF) venant du MEAH, de campagnes antérieures, de bureaux d'études et d'ONG, d'agences de coopération et de clients privés. Ces données sont ensuite traitées, dans le but de contrôler la qualité, vérifier la cohérence, éliminer les doublons et formater les données.

#### Données Climatiques

Les données climatiques proviennent du programme CHIRPS pour la pluviométrie et l'évapotranspiration. Ces données sont couplées avec des données anciennes provenant des stations météorologiques qui existaient avant dans le sud.

Bushproof a défini des zones climatiques grâce à des délimitations faites en amont qui dirigent la recharge des aquifères.

#### Données Hydrologiques / géomorphologiques

Bushproof a effectué des recherches sur des données hydrologiques et géomorphologiques qu'on a principalement trouvées en ligne et ces données sont présentes aujourd'hui dans la base de données. Il manque principalement une chose dans le sud de Madagascar qui permettrait de mieux interpréter ces résultats : un suivi du débit des cours d'eau. Il serait intéressant de réfléchir à l'installation de stations de suivi des débits.

#### Données Géologiques

Bushproof dispose de données géologiques du Sud. Ces données sont cependant confrontées à des droits et ne peuvent pas être diffusées. Bushproof s'est alors inspiré des cartes existantes pour en

reproduire avec les informations importantes pour les hydrogéologues – il n'y a donc pas tous les datas, mais il y a ce qui est le plus important.

### Les applications

Cette base de données permet différente application. Bushproof va notamment l'utiliser pour ses travaux. Le but de les partager à tous et que pour chacun ait accès aux informations et puisse travailler en connaissance de cause. Il peut y avoir des analyses plus importantes, notamment pour le secteur telles que : la caractérisation des réservoirs souterrains.

Bushproof a aussi mis en ligne différentes cartes produites grâce aux données partagées.

[La présentation de Bushproof est disponible ici.](#)

[Le site internet de l'hydrologie, la géologie et l'hydrogéologie du Sud de Madagascar est disponible ici.](#)

### PRESENTATION TATI RANO & STATI RANO

**M. GRANGER Jacob (MSF – en remplacement de M. CHAPLIN Harry, Directeur de TatiRano, indisponible)**

TatiRano vise à autonomiser les femmes en améliorant l'accès à l'eau potable. Quatre programmes :

1. Installations/réhabilitations de points d'eau à Androy/Anosy/Atsimo Atsinanana (financées par des donateurs)
2. Contrôle et réparation des systèmes d'eau pour en assurer la fonctionnalité (à perte)
3. Traitement de l'eau et vente d'eau potable (certifiée au niveau national) afin de réaliser des bénéfices pour payer le programme 2.
4. Recherche et développement (dessalement passif, collecte du brouillard, restauration des paysages, stockage de l'eau à très bas prix pour la collecte de l'eau de pluie par les ménages (~200 000 Ar = 2000L). => 0,01 MGA/L

[Le site internet de TatiRano est disponible ici.](#)

StatiRano a deux objectifs :

1. Aider au suivi et à l'évaluation des systèmes d'eau gérés par TatiRano afin d'en assurer la fonctionnalité (c'est-à-dire que nous mettons à jour chaque système chaque semaine et que nous savons à quel moment un système n'est pas fonctionnel et que nous le réparons dès que possible avec notre équipe).
2. Faire preuve de transparence et rendre des comptes (aux donateurs, aux communautés) pour s'assurer que les systèmes d'approvisionnement en eau continuent à fournir de l'eau propre.

[Le site internet de StatiRano est disponible ici.](#)

### WORLD CAFE 2 :

Quatre sujets ont fait l'objet de discussions entre les acteurs présents :

- 1- Comité de Point d'Eau : Fonctionnent-ils ? Retours d'Expériences ? Opinion par rapport à la présentation de MSF ?

La majorité des participants étaient en accord avec la notion que les Comités de Points d'Eau ne fonctionnent pas. Plusieurs raisons ont été soulignées : le discours de développement, le manque d'implications dans la création de l'ouvrage, des causes anthropologiques (la notion de commun), etc.

Quelques exemples de mode de gestion alternatifs, informels, ont été soulignés en accord avec l'étude effectuée par MSF.

Il se pourrait qu'avec des STEAH fonctionnels les Comités de Points d'Eau fonctionneraient mieux.

Quelles sont les alternatives ? Dans les zones rurales, plus reculées, il est difficile d'envisager qu'un gestionnaire privé y trouve une rentabilité or il existe peu d'exemples de gestion d'ouvrages par les communes qui ont fonctionné.

- 2- Problématique de la maintenance : un réseau de maintenance des PMH et d'approvisionnement en pièces détachées ?

#### Problème

- Multiplicité des maintenances : types, modèles, et technicité de PMH
- Durabilité, prix et disponibilité (temps de livraison) des pièces
- Vaste parc de PMH dans les différentes régions
- ATEAH non-fonctionnelles
- Cotisations non-recouvertes
- Transformation de PMH en pompes solaires : augmentation des cotisations
- Transformation de PMH en MUS : équilibre d'utilisation de l'eau

#### Moyen

- Augmenter le salaire des techniciens et les former aux différents types de maintenance qui existent
- Financer plus d'activité « softs »
- Créer le lien entre la maintenance et la gestion
- Mettre en œuvre la Société de Patrimoine sur un Territoire

#### Solution

- Subvention
- 3- STEAH : quelle priorité ? Comment les intégrer dans des projets ? Comment les pérenniser ?
- Il s'agit d'une priorité nationale, et notamment du MEAH, comme stipulé dans le code de l'eau donc tous les acteurs devraient s'aligner avec le besoin pour un STEAH
  - Les STEAH permettraient un suivi technique et financier (STEFI) des infrastructures en eau
  - Assurer le STEFI permet de rendre redevable et transparent le gestionnaire, qu'il soit communautaire ou privé
  - Or, la majorité des communes n'ont pas encore intégré les STEAH dans leur budget communal (si elles en ont un) et n'ont pas non plus le budget pour employer un Agent Communal en EAH (ACEAH)
  - Certaines communes, comme celle de Fianarantsoa grâce au projet Eaurizon, ont prouvé qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un ACEAH à temps pleins pour assurer la fonction de STEAH. Celui-ci peut donc avoir une double casquette pour plus de facilité pour la commune

- Qui a la responsabilité d'aider les communes à mettre en place un STEAH ? le MEAH, le MID, les PTFs, les acteurs de mise en œuvre ?
  - Il est nécessaire d'avoir un suivi sur le long terme pour aider les communes à porter le STEAH, ainsi que des formations
- 4- Remontées des données : importance du partage, de la remontée, de la fiabilité et de la mise-à-jour régulière

<p><u>Partage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Feed-Back</li> <li>- Uniformiser les actions</li> <li>- Connaître davantage les différents projets, notamment considérant qu'il existe une quantité importante d'acteurs</li> <li>- Alimentation d'une base de données accessible par tous et toutes</li> <li>- Remontée des informations par les bénéficiaires</li> </ul>	<p><u>Mécanisme de Remontée</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Base de données</li> <li>- Systèmes de collecte accessibles et acceptés par toutes et tous</li> <li>- Kobotoolbox, MWater, SE&amp;AM, etc.</li> </ul>
<p><u>Fiabilité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des sources, moyens méthodologiques de collecte</li> <li>- Vérifier et croiser les informations</li> </ul>	<p><u>Mise-à-jour</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations des collaborateurs</li> <li>- Coaching à l'utilisation de la plateforme et des mécanismes de remontées, etc.</li> </ul>

